



ÉCONOMIE & ENTREPRISE



PERTES & PROFITS | NUCLÉAIRE

PAR PHILIPPE ESCANDE

Arrêt de centrales et perception du risque

Samedi 22 février, à 2 h 30 du matin, le réacteur numéro un de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin) sera définitivement débranché. Le deuxième réacteur cessera son activité en juin. En dépit de son âge (43 ans), cette installation n'est pas fermée pour cause d'obsolescence, mais pour raison politique. La France a décidé de réduire sa dépendance au nucléaire et a désormais acté la fermeture de 12 réacteurs d'ici à 2035, afin de réduire à 50 % la part de cette technologie dans la production d'électricité, contre plus de 70 % actuellement.

En cela, notre pays suit de très loin les décisions bien plus vigoureuses de ses voisins, et en premier lieu de l'Allemagne. Déjà traumatisé par la catastrophe de Tchernobyl en 1986, le pays a activé très violemment son retrait de cette technologie après l'accident de la centrale de Fukushima (Japon), en 2011. Berlin a décidé l'arrêt de la majorité des centrales entre 2011 et 2017.

De nombreuses études ont tenté d'évaluer le coût et les conséquences de cette décision sans précédent, généralement à partir de données macroéconomiques comme le prix de l'énergie, l'évolution de la production énergétique, avec la progression très forte de l'éolien mais aussi du charbon et du gaz, ou les émis-

sions de CO₂, qui ont remonté en conséquence. Pour la première fois, une équipe d'économistes américains, menée par Stephen Jarvis de Berkeley, ont utilisé des modèles analysant la production heure par heure pour modéliser la différence entre ce qui s'est passé réellement et ce qui se serait produit si les centrales avaient continué de fonctionner.

Ils en ont déduit que la fermeture du nucléaire a induit un surcoût de production des centrales thermiques locales (gaz et charbon) de 15 % et une augmentation de 37 % des importations. Mais le plus intéressant est que 70 % du surcoût global proviennent de la surmortalité due à la pollution locale des usines de charbon, évaluée à 1100 personnes par an. Un bilan bien plus élevé que celui qui aurait été occasionné par un éventuel accident ou la gestion des déchets nucléaires.

Pourtant, les Allemands sont favorables à plus de 80 % à la sortie du nucléaire. Conclusion des spécialistes de l'école d'économie de Toulouse, qui dévoilent cette étude : l'éparpillement d'un dommage en réduit singulièrement sa perception dans la population. Un phénomène que connaissent bien les responsables politiques, qui en usent jusqu'à la corde, mais qui étonne toujours les économistes. ■